



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLMANT CUVELIER RPS

Zone industrielle
rue de Maulage
54920 Villers-la-Montagne

Références : 0858_2024
Code AIOT : 0006200709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement COLMANT CUVELIER RPS implanté Zone industrielle Rue de Maulage 54920 Villers-la-Montagne. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLMANT CUVELIER RPS
- Zone industrielle Rue de Maulage 54920 Villers-la-Montagne
- Code AIOT : 0006200709
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COLMANTS CUVELIER RPS, est autorisée par l'arrêté préfectoral 1997.205 du 15 juillet 1997 modifié par l'arrêté complémentaire 2001.017 du 20 mars 2003, à exploiter des installations de fabrication de joints et garnitures en caoutchouc ou PVC sur le territoire de la commune de VILLERS-LA-MONTAGNE.

Thèmes de l'inspection :

- Action collective 2024 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Dimensionnement des	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	réentions		l'exploitant	
3	Disponibilité et étanchéité des réentions	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
5	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 25	Demande d'action corrective	1 mois
6	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 7.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles – réentions non déportées	Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions relatives aux réentions ainsi que la gestion des éventuelles eaux d'incendie soient conformes à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative - Autorisation
Prescription contrôlée : [...] Les équipements et l'exploitation seront conformes aux termes et documents du dossier de demande d'autorisation, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté. Tout projet de modifications apportées aux installations ou à leur mode d'exploitation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être porté avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. Si le Préfet, après avis de l'inspecteur des installations classées, estime que les modifications prévues sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, l'exploitant devra déposer une nouvelle

demande d'autorisation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare qu'une partie importante de l'activité correspondant à la fabrication de pièces pour l'automobile s'est arrêtée en août 2023.</p> <p>Lors de la visite il a été constaté la mise en place d'une activité de stockage de courroies qui n'a pas été portée à connaissance du Préfet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déclarer à Madame le Préfet de Meurthe et Moselle les changements intervenus dans son activité et l'impact de ces changements par rapport à son classement ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages, ...) susceptibles de contenir des toxiques de nature ou des sels fondus ou en solution dans l'eau, seront construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être, soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide, d'une garniture inattaquable. <p>L'ensemble de ces appareils sera réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les sols des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés des liquides ou toxiques de toute nature ou des sels seront munis d'un revêtement inattaquable et étanche. Il sera aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal à : - 100% du volume de la plus grosse cuve et 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger, - 50 % de la capacité totale des fûts pour les liquides inflammables, - dans les autres cas, 20 % de la capacité des fûts, sans être inférieure à 600 litres
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté, par sondage, que les stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à une capacité de rétention.</p> <p>Deux locaux de stockages de liquide sont équipés chacun d'un bac sur toute la surface de stockage, l'exploitant n'est pas en mesure de donner les volumes des deux rétentions.</p> <p>Une zone de stockage de trois cuves d'hydrocarbures est entourée d'une rétention maçonnée, l'exploitant n'est pas en mesure de donner le volume de cette rétention.</p> <p>Dans le bâtiment trois cuves d'hydrocarbures dont le volume semble être inférieur à 200 litres</p>

chacune sont positionnées a côté de la ligne de fabrication. Ces trois cuves sont dotées d'une rétention commune creusée dans le sol, l'exploitant n'est pas en mesure de donner le volume de cette rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du volume des toutes les rétentions ainsi que de leur conformité à l'article 8 de l'arrêté du 15/07/1997 en termes de dimensionnement. Ces justificatifs seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] Les capacités de rétention seront conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Toute fuite accidentelle vers le dispositif de rétention devra pouvoir être détectée rapidement. [...]
Constats : Il a été constaté, par sondage, que les capacités de rétention des deux locaux de stockage sont en bon état apparent. L'exploitant déclare qu'elles sont étanches et résistent aux produits qu'elles pourraient contenir. Elles ne sont pas munies d'un système de vidange et n'ont donc pas de système d'obturation. Les rétentions sont propres et vides. Trois cuves situées près du process, de moins de 200 litres chacune sont utilisées pour injecter des additifs. Il a été constaté que la rétention des trois cuves était pleine, l'inspection n'a donc pas pu vérifier son état. Il a été constaté que la rétention des trois cuves de 20 000 litres chacune située à l'extérieur était maçonnée et remplie d'eaux pluviales à une hauteur estimée par l'exploitant de 10 % ; l'inspecteur n'a donc pas pu vérifier l'état du fond de la rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit vider et nettoyer la rétention des trois cuves de 20 000 litres chacune ainsi que celle des trois cuves située près du process. L'évacuation des eaux de rétention doit se faire dans les filières appropriées. L'exploitant doit attester après cette opération du bon état et de l'étanchéité des deux rétentions.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de rétention seront conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mélanger. [...]
Constats : Il a été constaté, par sondage, que chaque type de produit stocké est associé à sa propre rétention supprimant ainsi le risque d'incompatibilité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Les canalisations de transport de fluides doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles devront être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement, devront être aériennes. [...]
Constats : Le site est équipé de canalisations aériennes de transport d'huiles. Elles sont en métal et semblent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. L'exploitant déclare qu'il ne réalise pas d'examen periodique permettant de s'assurer de leur bon état et qu'il réalise uniquement des maintenances correctives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une maintenance préventive de ses canalisations d'huile contenant à minima un nettoyage régulier permettant de déceler rapidement les fuites. Celle-ci doit être formalisée dans une procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/1997, article 7.6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'incendie de l'établissement seront collectées dans un ou plusieurs bassins de confinement d'une capacité minimale globale de 500 m3. Ce ou ces bassins seront réalisés avant le 31 décembre 1997. Le réseau d'eaux pluviales sera équipé de vannes de barrage commandées manuellement. [...]
Constats : Un bassin de rétention est présent sur site, l'exploitant n'est pas en mesure d'en justifier la capacité. Le bassin n'est pas équipé de vanne de barrage. L'exploitant n'est pas en mesure de prouver que le système assure la récupération de l'ensemble des eaux d'extinction éventuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mesurer le volume du bassin de rétention. L'exploitant doit prouver que l'ensemble des eaux d'extinction est bien recueilli par le bassin de rétention. L'exploitant doit mettre en place une vanne de barrage permettant d'isoler le réseau d'eaux pluviales de voirie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

<p>dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées est cohérent avec les stockages présents sur site le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits stockés.</p> <p>L'accès à ces informations est aisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes de sécurité à proximité des rétentions qui indiquent les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention. Ces consignes doivent cependant être mises à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour ses consignes de sécurité concernant les stockages de liquides.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

•